

APPEL À COMMUNICATIONS

Institutionnalisations en miroir

les mutations des régimes territoriaux de l'économie sociale et solidaire

Colloque final du projet ESSAQUI

Sciences Po Bordeaux, 15 et 16 mai 2019

Centre Emile Durkheim, IFAID Aquitaine, Sciences Po Bordeaux

Avec le soutien du Conseil Régional de Nouvelle Aquitaine

Problématique

L'Économie sociale et solidaire (ESS) fait l'objet ces dernières années en France et en Europe d'un processus d'institutionnalisation inédit depuis le début des années 1980. Cette institutionnalisation s'opère sur un mode multi-scalaire, depuis la représentation de l'ESS à l'échelle européenne jusqu'à la constitution de pôles territoriaux d'ESS (PTCE, Pôles de développement de l'ESS, ...) en passant par des changements législatifs nationaux (loi sur l'économie sociale en Espagne en 2011 ou loi ESS en France en 2014). Ce mouvement contribue à légitimer un ensemble d'expériences économiques aspirant à occuper un espace médian et hybride entre l'économie publique et le secteur privé-marchand. Cette légitimation s'inscrit dans un contexte de crise économique globale qui, paradoxalement, donne une visibilité aux expériences d'ESS en tant qu'alternatives tout en les fragilisant. Confrontées à la raréfaction des ressources, publiques en particulier, les organisations de l'ESS se voient poussées à repenser leur propre modèle économique. La consolidation des structures, en particulier associatives, passe ainsi par des modèles de gestion induisant le risque d'une distanciation croissante entre professionnels et bénévoles. Faisant écho à la montée du nouveau management public dans la conduite des politiques publiques, les associations doivent s'adapter au remplacement progressif du modèle de la subvention par celui de l'appel à projets, autrement concurrentiel et aléatoire.

Les réponses de l'ESS à ce changement sont plurielles et varient selon les capacités organisationnelles, les choix politiques mais également, du moins en fera-t-on l'hypothèse dans ce colloque, les formes d'ancrage territorial des organisations. Les enjeux de taille critique pousseront parfois à la concentration organisationnelle. Certaines associations renforceront leur logique entrepreneuriale en se transformant par exemple en coopérative ou en société coopérative d'intérêt collectif. D'autres, plus fragiles, ne pourront s'ajuster. Des instruments de politique publique comme les Diagnostics locaux d'accompagnement seront mobilisés dans le cadre de ces mutations. Des coopératives développeront une stratégie territoriale afin de renforcer leurs partenariats avec les acteurs publics au premier chef, mais aussi avec certains segments de l'économie marchande. Faute de cadrer dans les dispositifs institutionnels, certaines dynamiques d'ESS se développeront à leur marge, en relation avec des mouvements sociaux. Enfin, des territoires mobiliseront l'ESS en tant que périmètre d'action collective afin de pouvoir répondre aux problèmes publics spécifiques à leur territoire, dans une logique de constitution de pôle d'ESS, à de multiples échelles (à l'image des dispositifs de type PTCE ou Pôle d'ESS).

En somme, l'institutionnalisation de l'ESS dans les politiques publiques multiscalaires n'induit pas automatiquement une consolidation du tissu de l'ESS, loin s'en faut. C'est bien du croisement de plusieurs processus d'institutionnalisation à l'œuvre dans différents champs dont il s'agit. Ce colloque s'interrogera sur les résonances ou dissonances entre les dynamiques d'institutionnalisation territoriale de l'ESS dans les champs sociopolitique, bureaucratique et économique. Il entend contribuer au renouveau des recherches sur l'ESS (Fecher, Chaves and Monzon 2012) en établissant des ponts entre deux littératures jusque-là relativement étanches : l'une s'interrogeant sur l'histoire et les développements de l'institutionnalisation politique de l'ESS (Dreyfus 2017 ; Duverger 2014 ; Hiez 2014), l'autre analysant les formes d'institutionnalisation de l'ESS dans le champ économique et le risque d'isomorphisme, de « banalisation », voire de « dégénérescence » d'une ESS confrontée aux logiques du marché (Maroudas et Rizopoulos 2014 ; Bazterretxea and Martinez 2012 ; Ferraton et Prévost 2014). L'on s'attachera en particulier à suivre les travaux croisant les transformations de l'action publique et les dynamiques économiques d'ESS (Etchezarreta and Bakaihoa 2012), et ceux aspirant, par l'étude des pratiques (Hély et Moulévrier 2013) et des enjeux théoriques (Defourny et Nyssens 2017), à contourner le double écueil de l'approche idéaliste ou de la dénonciation sans reste des « dérives » de l'ESS.

De façon plus spécifique, ce colloque se penchera sur le rôle joué par la variable territoriale dans ce processus de changement. L'approche de l'ESS s'inscrit ainsi dans une conception du territoire, au sens de Bernard Pecqueur, comme un concours d'acteurs, dans un contexte spatial déterminé qui vise à faire émerger puis tenter de résoudre sous contrainte environnementale, un problème sociétal ou productif partagé. Ce concours d'acteurs se décline autant sur le registre des activités productives et consommatrices que sur celui de l'action publique.

Le territoire est institutionnalisation de l'espace (Smith 2011), et est appréhendée comme telle par les acteurs de l'ESS. Il s'agira dès lors d'analyser de façon comparative la fabrique des régimes territoriaux (Itçaina et Palard 2007) comparés de l'ESS, soit une focalisation sur : (a) la construction historique des dispositions à coopérer sur les territoires de l'ESS ; (b) l'articulation de l'ESS entre régulations économiques et sociopolitiques du territoire ; (c) le rôle de l'ESS comme diagnostic et antidote des problèmes publics territoriaux (Gusfield 2009).

Outre la présentation du projet de recherche ESSAQUI (*Institutionnalisations en miroir : les mutations des régimes territoriaux de l'ESS*, Centre Emile Durkheim, IFAID, Région Nouvelle Aquitaine), le colloque comporte un volet ouvert aux propositions de communications émanant de doctorant.e.s, chercheur.e.s, enseignant.e.s cher-
cheur.e.s portant sur la problématique précitée. Seront sollicitées à ce titre les contributions, basées sur des études de cas monographiques ou comparatives, traitant de l'une ou de plusieurs des questions de recherche suivantes :

- Comment le double mouvement d'institutionnalisation de l'ESS et de changement de son modèle économique se traduit-il sur le plan territorial ?
- Quelle est la part de l'héritage historique et des matrices territoriales (facteurs politiques, religieux, syndicaux, culturels...) dans la structuration de régimes territoriaux spécifiques de l'ESS sur certains territoires ?
- Quelles sont les expériences pilotes en matière de coopération territoriale entre acteurs de l'ESS, acteurs publics et privés marchands débouchant sur des formes d'institutionnalisation cohérentes au regard du projet politique de l'ESS ? Observe-t-on une circulation territoriale des bonnes pratiques, et à quelles conditions ?
- Quelle efficacité de l'ESS dans la construction des problèmes publics territoriaux : chômage, précarités et exclusion sociale, fractures générationnelles et territoriales, inégalités hommes-femmes, etc. ? Quel est le travail politique entrepris par les acteurs territoriaux de l'ESS pour *problématiser*, mettre en *instruments* et *légitimer* (Jullien et Smith 2014) les réponses à ces enjeux ?

Les cas d'études et comparaisons transnationales seront appréciés.

La proposition de communication devra comporter les éléments suivants :

- Nom, appartenance institutionnelle, coordonnées du/des communicant.e.s, et bref CV académique
- Titre et résumé de la communication (maximum 3000 signes, espaces compris)

Les propositions de communication devront être envoyées avant **le 11 janvier 2019** à :

► **Armelle Gaulier** armellegaulier@gmail.com

► **Xabier Itçaina** x.itcaina@sciencespobordeaux.fr

Calendrier prévisionnel :

21 novembre 2018 : lancement de l'appel à communication

11 janvier 2019 : date-limite de réponse à l'AAP

Début février 2019 : publication des résultats de l'AAP

30 avril 2019 : réception des communications complètes

15-16 mai 2019 : colloque à Sciences Po Bordeaux

Comité d'organisation :

Ghislain Brégéot (IFAID, Sciences Po Bordeaux)

Armelle Gaulier (LAM, IFAID, Sciences Po Bordeaux)

Xabier Itçaina (CNRS-Centre Emile Durkheim, Sciences Po Bordeaux)

Selda Machado (CNRS-Centre Emile Durkheim, Sciences Po Bordeaux)

Dominique Nguyen (FNSP-Centre Emile Durkheim, Sciences Po Bordeaux)

Stéphanie Maupilé (IFAID, Sciences Po Bordeaux)

Comité scientifique :

Danièle Demoustier (Sciences Po Grenoble)

Timothee Duverger (Sciences Po Bordeaux)

Enekoitz Etxezarreta (GEZKI-Universidad del País Vasco, Euskal Herriko Unibertsitatea)

Robert Lafore (Comptrasec, Sciences Po Bordeaux)

Nadine Richez-Battesti (LEST-Université d'Aix Marseille)

Alain Penven (LABERS, Université de Bretagne Occidentale)

Andy Smith (FNSP, Centre Emile Durkheim, Sciences Po Bordeaux)

CALL FOR PAPERS

Mirrored institutionalisations

Changes in the territorial regimes of the Social and Solidarity-based Economy

Sciences Po Bordeaux, 15-16 May 2019

Centre Emile Durkheim, IFAID Aquitaine, Sciences Po Bordeaux

With the support of the Regional Council of Nouvelle Aquitaine (ESSAQUI research project)

Social and Solidarity-based Economy (SSE) has been subjected to an unprecedented process of institutionalization since the early 1980s. This institutionalization is a multi-scalar one, ranging from the representation of SSE at EU scale until the constitution of territorial SSE clusters (in France: Territorial Poles of Economic Cooperation - PTCE, SSE development hubs, etc.) or through new national SSE legislations in various EU members states. This movement contributes to legitimate a series of economic experiences filling a median and hybrid space between public and private for-profit economy. This process of legitimation takes place in the context of a global economic crisis which, in a paradoxical manner, provides visibility to SSE experiences as alternatives while weakening them in economic terms. Faced with the scarcity of resources, SSE organizations need to rethink their own business and management models. Echoing the increase of new public management principles, SSE organizations also need to adapt themselves to the progressive replacement of systematic government grants by competitive and uncertain calls for tenders.

The answers of the SSE to these changes vary according to their organizational capacity, to their political choices but also according to their territorial anchoring. In some cases, critical size will push to organizational concentration. In other cases, some associations will reinforce their entrepreneurial dimension by becoming cooperatives (or general interest cooperatives). Others, more fragile, will not be able to adjust to this change. Policy instruments such as, in France, Local Support Diagnoses (Diagnostics locaux d'accompagnement) will be activated by SSE actors. Some cooperatives will develop their local partnerships with policy makers and with market-oriented businesses. Other SSE experiences will develop at the margins of institutional policies, in relation with social movements. Finally, some territories will mobilize SSE in order to address specific territorial public problems by constituting territorial and multi-scalar SSE poles (such as the PTCE).

The conference will address the coexistence of multiple processes of territorial institutionalisation of SSE in the sociopolitical, economical, and bureaucratic fields. By doing so, the conference aims at contributing to the ongoing research on SSE (Fecher, Chaves and Monzon 2012) by connecting two literatures which were until then relatively partitioned. The first refers to the history of political institutionalization of SSE (Dreyfus 2017 ; Duverger 2014 ; Hiez 2014). The other line of research deals with the institutionalization of SSE in the economic field and the risk of isomorphism, "banalization" or even "degeneration" of a SSE facing market constraints (Maroudas et Rizopoulos 2014 ; Bazterretxea and Martinez 2012 ; Ferraton et Prévost 2014). The conference will welcome works crossing policy analysis and socioeconomic analysis of SSE (Etxezarreta and Bakaikoa 2012), as well as pluralistic approaches of both practical and theoretical issues and controversies (Hély and Moulévrier 2013; Defourny and Nyssens 2017) which avoid the double pitfall of both the idealistic approach of SSE and the outright denunciation of the deviations of SSE organizations.

The conference will focus on the role played by the reference to territory in the process of changes experienced by SSE. Territory refers here, in the sense given by Pecqueur (2006), to a social construction, or a gathering of players in a given spatial context that seeks to bring out, then attempt to resolve under environmental constraint, a shared societal or production problem. Territory, in this sense, refers to the institutionalization of space (Smith 2011) and is perceived as such by SSE actors. This conference will deepen the comparative understanding of the territorial regimes (Itçaina and Palard 2007) of SSE, by paying special attention to: (a) the historical construction of territorial cooperations; (b) the inclusion of SSE in the economic and sociopolitical regulations of territories; (c) the role of SSE as diagnosis and antidote of the territorial public problems (Gusfield 2009).

Apart from the results of the ESSAQUI project, the conference will have open sessions with a call for papers directed towards both postgraduate and doctoral students and established academics. The contributions, monographic or comparative, dealing with one or more of the following research questions, will be welcome:

- varieties of local economic and sociopolitical institutionalizations of SSE
- the role played by historical memory (including political, religious, cultural and socioeconomic factors) in the structuring of specific territorial matrixes of SSE
- the relevant experiences of territorial cooperation between SSE, policy makers and/or for profit businesses which remain coherent with the political project of SSE; the conditions for a territorial dissemination of good practices.
- the role of SSE in the construction of territorial public problems : unemployment, social exclusion, generational and territorial differences, gender inequalities, etc. Which is the political work (Jullien and Smith 2014) undertaken by SSE in order to problematize, to construct and use policy instruments, and to legitimize the responses to these issues?

Transnational case-studies and/or comparisons will be particularly welcome.

Paper proposals are to be sent to :

► **Armelle Gaulier** armellegaulier@gmail.com

► **Xabier Itçaina** x.itcaina@sciencespobordeaux.fr

and should include:

- Name, institutional affiliation, personal contacts and brief CV
- Title and paper abstract (3000 signs maximum)

Expected timetable:

11 January 2019: deadline for paper proposals

February 2019: notification of the results of the CfP

30 April 2019: deadline for completed papers

15-16 May 2019: conference at Sciences Po Bordeaux

Local organizing committee:

Ghislain Brégéot (IFAID, Sciences Po Bordeaux)

Armelle Gaulier (LAM, IFAID, Sciences Po Bordeaux)

Xabier Itçaina (CNRS-Centre Emile Durkheim, Sciences Po Bordeaux)

Selda Machado (CNRS-Centre Emile Durkheim, Sciences Po Bordeaux)

Dominique Nguyen (FNSP-Centre Emile Durkheim, Sciences Po Bordeaux)

Stéphanie Maupilé (IFAID, Sciences Po Bordeaux)

Scientific committee:

Danièle Demoustier (Sciences Po Grenoble)

Timothée Duverger (Sciences Po Bordeaux)

Enekoitz Etxezarreta (GEZKI-Universidad del País Vasco, Euskal Herriko Unibertsitatea)

Robert Lafore (Comprasec, Sciences Po Bordeaux)

Nadine Richez-Battesti (LEST-Université d'Aix Marseille)

Alain Penven (LABERS, Université de Bretagne Occidentale)

Andy Smith (FNSP, Centre Emile Durkheim, Sciences Po Bordeaux)